

Comment accélérer notre adaptation aux changements climatiques ? Le CESE lance une nouvelle réflexion



TRAVAUX PUBLIÉE LE 05/10/2023

Saisine liée : [FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ACCÉLÉRER UNE ADAPTATION SYSTÉMIQUE ET JUSTE](#)
Formation de travail liée : [COMMISSION ENVIRONNEMENT](#)

« Le changement climatique dû à l'influence humaine a entraîné des impacts graves en France en 2022, excédant la capacité de prévention et de gestion de crises actuelle. L'année 2022, emblématique de l'intensification des effets du changement climatique, illustre le besoin d'acter l'urgence et d'engager les moyens nécessaires au rehaussement de l'action pour l'adaptation et la décarbonation en France (...) », tel est le résumé exécutif du dernier rapport annuel du Haut Conseil pour le climat (HCC).

Ce contexte, ainsi posé, doit être intégré aux différentes actions publiques. La préparation du troisième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC), volet « adaptation » de la Stratégie Française Énergie Climat (SFEC), et annoncé pour la fin de l'année 2023, est l'occasion pour le CESE d'exprimer les attentes et recommandations de la société civile organisée sur ce document de cadrage essentiel.

Deux chiffres assez explicites du rapport annuel 2023 du Haut Conseil pour le climat :

Plus de 3 145 lois climatiques sont en place au niveau mondial, qui ont permis d'éviter d'émettre plusieurs milliards de tonnes d'équivalent CO2 par an.

Malgré les avancées récentes, les politiques publiques actuelles mondiales, sans renforcement, conduiraient à un réchauffement planétaire estimé à 3,2°C d'ici 2100

L'adaptation au changement du climat reste un effort collectif, il est donc crucial d'intensifier les efforts de chaque pays pour atteindre la neutralité carbone, préserver notre planète et ses habitants.

De multiples rapports pour alerter mais quels leviers d'actions ?

C'est l'objet de la réflexion du CESE. le 4e volet du rapport annuel du haut conseil pour le Climat, insiste sur des leviers pour l'action climatique de la France. La France doit tenir compte des évolutions du cadre international et européen (avancées des COP, Ajustement à l'objectif 55...) pour accélérer et organiser ses propres politiques publiques.

Quels en sont les leviers ?

Economiques et sociaux : développer les contraintes (amendes & taxes des plus pollueurs, coût de production/importation...), sectoriser les engagements..., mobiliser les banques, favoriser les partenariats entre pays, intensifier les aides aux populations les plus démunies pour assurer une transition juste.

Environnementaux : accentuer la préservation des écosystèmes et de la biodiversité

Développer l'ensemble des outils de mesures, d'efficacité des stratégies mises en place...

Le CESE, acteur engagé de la transition écologique

Le changement climatique et la transition écologique, sont des sujets majeurs au CESE. Dès 2014, il avait lancé l'étude du sujet avec l'avis porté par Jean Jouzel et Antoine Bonduelle sur [L'adaptation de la France au changement climatique mondial](#), dans lequel il proposait des solutions pour planifier efficacement les réponses aux menaces, identifier les systèmes d'arbitrages, assurer la cohérence entre les différents niveaux de décision et mieux orienter les efforts de recherche.

Depuis, le CESE a traité de nombreux angles de cette transition : [gouvernance](#) et [financement](#) de la SFEC, préservation de la biodiversité ([déclaration COP15](#) et [contribution SNB3](#), gestion des ressources ([eau](#), [biomasse](#), [enr](#), [impact sur la santé au travail](#) ... Dans cette continuité, le CESE a souhaité se prononcer sur le 4 chapitre du rapport annuel du Haut Conseil pour le Climat afin de porter la voix de la société civile pour une adaptation systémique et juste.

La [Commission Environnement](#) du CESE présentera le projet d'avis à la séance plénière du 14 novembre.